

TITRE VI.

DU POUVOIR JUDICIAIRE.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CHAPITRE 77.

ACTE CONCERNANT LA COUR DU BANC DE LA REINE.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est reproduit en partie au code de procédure civile. Le reste est refondu moins les sections 57 à 64, qui sont du ressort du parlement fédéral, et les sections 82 et 83, qui demeurent en vigueur comme suit :

DE LA TRANSMISSION DES DOSSIERS ET DES AFFAIRES PENDANTES LORS DE LA PASSATION DE L'ACTE 12 V., C. 37.

82. Les sections trente-sept et trente-huit de l'acte douze Victoria, chapitre trente-sept, qui pourvoient à la transmission des dossiers et documents des anciennes cours du banc de la reine pour les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières et St-François, dans les causes criminelles; à la cour actuelle du banc de la reine, dans les mêmes districts, et à ce que soient continuées les causes et procédures criminelles qui y sont pendantes, demeurent en vigueur en autant qu'il reste quelque chose à faire sous leur autorité, et les dossiers et documents ainsi transmis formeront partie des dossiers et documents de la cour actuelle du banc de la reine dans les dits districts respectivement. 12 V., c. 37, ss. 37, 38.

Certaines sections de 12 V., c. 37, continueront à être en vigueur tant qu'il restera quelque chose à faire sous leur autorité

DES AFFAIRES PENDANTES DANS LES DISTRICTS DE KAMOURASKA, OTTAWA (OUTAOUAIS) ET GASPÉ, À CERTAINES ÉPOQUES.

83. La section trente-et-unième du dit acte douze Victoria, chapitre trente-sept, qui pourvoit à la continuation des causes et procédures criminelles pendantes, dans les districts de Montréal et Québec, nonobstant la création des districts d'Ottawa (Outaouais) et Kamouraska,—et les

Et certaines autres sections de 12 V., c. 37, et de 16 V., c. 30, resteront en vigueur tant qu'il y aura

quelque chose sections une et deux de l'acte seize Victoria, chapitre à faire sous leur autorité, trente, qui pourvoient à la continuation des procédures criminelles aux établissements de Ste-Anne des Monts et Cap Chat, nonobstant leur séparation du district de Gaspé, demeurent en vigueur, en autant qu'il reste quelque chose à faire sous leur autorité;—et ces établissements sont enclavés dans le district de Gaspé pour toutes les fins. 12 V., c. 37, s. 31,—16 V., c. 30, ss. 1, 2,—16 V., c. 93.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CHAPITRE 78.

ACTE CONCERNANT LA COUR SUPÉRIEURE.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est reproduit en partie au code de procédure civile.

Les sections 7 et 10 sont du ressort du parlement fédéral. Le reste est refondu moins la section 26, qui demeure en vigueur comme suit :

DE LA TRANSMISSION DES DOSSIERS ET DES MATIÈRES PENDANTES LORS DE L'ABROGATION D'ACTES ANTÉRIEURS.

Certaines sections de 12 V., c. 38, resteront en vigueur, tant qu'il y aura quelque chose à faire sous leur autorité.

26. Les trente-huitième et trente-neuvième sections de l'acte 12 V., c. 38, qui pourvoient à la transmission des dossiers et documents des anciennes cours du banc de la reine à la cour supérieure au même endroit (à l'exception de ceux qui devaient être transmis à la cour de circuit) et à la continuation des poursuites et procédures pendantes, continueront d'être en vigueur en autant qu'il reste quelque chose à faire sous leur autorité, et ses dossiers et documents seront des dossiers et documents de la cour supérieure aux endroits où ils ont été transmis. 12 V., c. 38, ss. 38, 39.

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 7. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER DE NOUVEAU LA LOI RELATIVE À
LA CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

ATTENDU qu'il devient urgent d'avoir un juge de la cour supérieure dans le district de Terrebonne ; A ce causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit : Préambule.

NOTE.—La disposition du paragraphe 1 de la section 1 est remplacée par 50 V., c. 11, s. 1, et reproduite à l'article 2315 des S. R. P. Q. ; le paragraphe 2, qui est reproduit en substance à l'article 2319 des dits statuts, ainsi que la section 2, se lisent comme suit :

2. Le juge additionnel qui sera nommé pour compléter le nombre de vingt-huit, aura les mêmes autorité et juridiction, et sera soumis aux mêmes dispositions de la loi que tout autre juge de cette cour actuellement en office et agissant sous des circonstances semblables. Juridiction du nouveau juge.

Il pourra résider en la cité de Montréal et siéger dans toute cour où les juges de la cour supérieure ont juridiction, lorsque ses fonctions ne seront pas requises dans le district de Terrebonne, lequel lui est spécialement assigné.* Sa résidence.

2. Le présent acte sera mis en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation. Entrée en vigueur de l'acte.

50 VICTORIA, CHAPITRE 11. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LA LOI CONCERNANT LA CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE.

[Sanctionné le 18 mai, 1887.]

CONSIDÉRANT que, sous l'autorité de la section première du chapitre 78 des Statuts refondus pour le Bas Canada, telle que modifiée par l'acte 49-50 Victoria, chapitre 7, la cour supérieure est composée de vingt-huit juges, dont un juge en chef et vingt-sept juges puisnés ; considérant que le nombre de juges fixé actuellement pour desservir le district judiciaire de Montréal est insuffisant pour l'expédition des affaires du district, et que Préambule.

* Ce paragraphe, qui est reproduit en substance à l'art. 2319 des S. R. P. Q., est amendé par l'acte 52 V., c. 27, qui décrète que le dit juge de Terrebonne, devra résider à Montréal.

dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il est nécessaire d'avoir deux juges additionnels, afin qu'il puisse y avoir toujours deux juges disponibles pour les affaires du ressort de la cour de circuit dans ce district ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*La section 1 est reproduite à l'art. 2315 des S. R. P. Q. ; les sections 2 et 3, qui sont reproduites en substance à l'article 2319 des dits statuts, ainsi que la section 4, se lisent comme suit :*

Leur juridiction.

2. Les deux juges qui seront nommés en sus du vingthuitième juge mentionné en l'acte 49-50 Victoria, chapitre 7, auront les mêmes autorité et juridiction que les autres juges de la dite cour actuellement en office et agissant dans les mêmes circonstances, et seront soumis aux mêmes dispositions de la loi.

Résidence de dix d'entre eux.

3. Dix de ces juges résideront dans la cité de Montréal, et deux d'entre eux devront toujours être disponibles pour les affaires de la cour de circuit du dit district.*

Entrée en vigueur de l'acte.

4. Le présent acte sera mis en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

50 VICTORIA, CHAPITRE 12. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER LES LOIS CONCERNANT LA CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE.

[Sanctionné le 18 mai, 1887.]

S A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce qui est en italiques est reproduit à l'article 2316 des S. R. P. Q., et ce qui est en romains ainsi que les sections 2 et 3 demeurent en vigueur comme suit :*

S. 9a de 47 V., c. 7, remplacée.

1. *La section 9a, ajoutée par l'acte 47 Vict., chap. 7, après la section 9 du chapitre 78 des Statuts refondus pour le Bas Canada, est remplacée par ce qui suit :*

Si le juge en chef réside à Québec.

" 9a. *Lorsque le juge en chef résidera dans la cité de Québec, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions du juge en chef de la dite cour supérieure, remplira ces*

* Cette section, qui est reproduite en substance à l'art. 2319 des S. R. P. Q., est amendée par l'acte 52 V., c. 27, qui décrète que le juge du district de Terrebonne devra résider à Montréal.

fonctions dans le district de Montréal tel que compris et défini pour les fins de la cour de révision, et devra résider dans la cité de Montréal.

Lorsque le juge en chef résidera dans la cité de Montréal, le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions du juge en chef de la dite cour supérieure, remplira ces fonctions dans le district de Québec tel que compris et défini pour les fins de la cour de révision, et devra résider dans la cité de Québec.

Rien, cependant, dans les dispositions précédentes, ne doit être interprété de manière à diminuer ou affecter en quoique ce soit les droits et pouvoirs actuels du juge en chef de la cour supérieure. ”

2. Le présent acte n'affectera pas les droits et pouvoirs du juge *senior* actuellement en fonctions en vertu de l'acte 47 Vict., chap. 7, et ne s'appliquera qu'à son successeur à cette charge.

3. Le présent acte viendra en force sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 9. (QUÉBEC.)

ACTE POUR ABOLIR LA COUR DE CIRCUIT SIÉGEANT A STE-CROIX, DANS LE COMTÉ DE LOTBINIÈRE:

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

ATTENDU qu'il convient, dans l'intérêt public, d'abolir la cour de circuit siégeant à Ste-Croix, dans le comté de Lotbinière ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La cour de circuit siégeant à Ste-Croix, dans le comté de Lotbinière, est par le présent acte, abolie.

2. Les registres, dossiers, archives et procédures de la dite cour de circuit seront, dans le délai fixé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, transférés au chef-lieu du district de Québec.

3. Après la transmission des dits documents, toutes les procédures déjà faites devant la cour de circuit siégeant à Ste-Croix, seront continuées au dit chef-lieu du district de Québec, comme si elles eussent été prises et commencées dans ce dernier endroit.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, CHAPITRE 97.

ACTE CONCERNANT LES COURS DE SESSIONS GÉNÉRALES
OU DE QUARTIER DE LA PAIX,—LES JUGES DE PAIX,—ET
LES SESSIONS SPÉCIALES DE LA PAIX.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est refondu moins la section 20, qui demeure en vigueur comme suit :*

CONTINUATION DE CERTAINES PROCÉDURES PENDANTES EN VERTU DE 12 V., C. 38, ETC

Certaines dispositions continueront à avoir force de loi.

20. La section onze de l'acte douze Victoria, chapitre trente-huit, qui pourvoit à ce que soient continuées certaines procédures aux sessions de quartier à Québec et Montréal, malgré l'établissement des districts de Kamouraska et Ottawa (*Outaouais*)—et la section deux de seize Victoria, chapitre trente, qui pourvoit à ce que soient continuées les procédures criminelles et maintenus en charge certains juges de paix, malgré la séparation de Ste-Anne des Monts et Cap Chat du district de Gaspé, auront force de loi tant qu'il restera quelque chose à faire sous leur autorité, sujet à toute disposition prescrite dans ces Statuts refondus quant au district pour lequel tout tel juge de paix agira, ou dans lequel toutes telles procédures seront continuées. 12 V., c. 38, s. 11,—16 V., c. 30, s. 2,—16 V., c. 93.

47 VICTORIA, CHAPITRE 9. (QUÉBEC.)

ACTE CONCERNANT LES JUGES DE SESSIONS DE LA PAIX
DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL.

[Sanctionné le 10 juin, 1884.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Les sections 2 et 3 de ce chapitre et la partie de la section 1, qui est en italiques sont refondues aux articles 2485 et 2486 des S. R. P. Q., et ce qui est en romain demeure en vigueur comme suit :*

1. Les juges de sessions de la paix actuellement en office pour le district de Montréal et pour celui de Québec, tiendront leur charge durant bonne conduite, et les commissions qui seront accordées à l'avenir contiendront cette condition.

27-28 VICTORIA, CHAPITRE 45. (CANADA.)

ACTE POUR AMENDER LE CHAPITRE SOIXANTE-ET-TREIZE DES STATUTS REFONDUS POUR LE BAS CANADA, ET POUR VOIR A LA TRANSLATION DES RECORDS DES COURS ABOLIES, DES REGISTRES D'ÉGLISE ET DES MINISTRES, ET DES GREFFES DES ANCIENS NOTAIRES DANS LES NOUVEAUX DISTRICTS JUDICIAIRES.

[Sanctionné le 30 juin, 1864.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—Les sections 1 et 3, ainsi que ce qui a rapport aux notaires dans la section 2, de ce chapitre, sont abrogées par l'acte 33 V., c. 28, s. 75, qui est lui-même refondu. Le reste de la dite section 2, qui demeure en vigueur, se lit comme suit :

2. Et les records des cours abolies, les registres des mariages, baptêmes et sépultures, *** déposés au bureau du protonotaire d'aucun des anciens districts, seront transportés par ce dernier avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-cinq, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du nouveau district, dans les limites duquel telle cour abolie était tenue, tels registres étaient déposés, *** si telle cour n'était pas tenue, tels registres n'étaient pas déposés, *** en dernier lieu dans les limites actuelles de tel ancien district.

Certains records déposés dans les anciens districts, transportés dans les nouveaux.

* * * * *

LÉGALISATION DE REGISTRES, DOCUMENTS, ETC., INCENDIÉS

NOTE.—*Les actes suivants, quoique d'intérêt local seulement, sont reproduits ici pour donner suite à l'article 5709 des S. R. P. Q., concernant la validation de certains actes.*

27 VICTORIA, CHAPITRE 26. (CANADA.)

ACTE POUR SUPPLÉER À LA PERTE DES ARCHIVES ET DOCUMENTS, OCCASIONNÉE PAR L'INCENDIE DE LA COUR ET PRISON DU DISTRICT DE KAMOURASKA, ET POUR ASSURER

Préambule.

[Sanctionné le 15 octobre, 1863.]

ATTENDU que le palais de justice de Kamouraska a été incendié le neuf décembre, mil huit cent soixante-et-deux, et qu'un grand nombre de registres, de procédures et de documents ont été détruits, et qu'il est nécessaire d'y suppléer pour assurer les droits des parties intéressées; À ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

Copies d'arrêts, etc., seront authentiques.

1. Toutes copies d'arrêts ou jugements, soit interlocutoires ou finals, de jugements de ratification, de distribution ou en licitation, rendus et prononcés, soit dans la cour du banc de la reine, dans la cour supérieure du district de Kamouraska, ou dans la cour de circuit au chef-lieu du dit district, le ou avant le neuf décembre, mil huit cent soixante-et-deux, extraites des registres de tout bureau d'enregistrement en cette province, et certifiées par le registrateur du comté ou autre division territoriale dans laquelle tels arrêts et jugements auront été enregistrés, seront considérées comme authentiques.

Copies de certificats d'insinuations de donations etc., seront authentiques.

2. Toutes copies de certificats d'insinuation de donations, de clôtures d'inventaires ou d'autres certificats ou documents antérieurs au dix décembre, mil huit cent soixante-et-deux, dont les minutes auront été détruites par le dit incendie, extraites des registres de tout bureau d'enregistrement en cette province, et certifiées par le registrateur du bureau d'enregistrement où elles auront été enregistrées, seront considérées comme authentiques.

Registre spécial pour les arrêts de la cour supérieure.

3. Le protonotaire de la cour supérieure, pour le dit district, ouvrira un registre spécial dans lequel il sera tenu d'entrer tous arrêts ou jugements rendus par la cour supérieure, le ou avant le neuf décembre, mil huit cent soixante-et-deux, et dont une copie authentique lui

sera produite par l'une des parties intéressées ou son procureur ou agent.

4. Le greffier de la cour de circuit, à Kamouraska, ouvrira un registre spécial, dans lequel il entrera tous les arrêts ou jugements de la cour de circuit, rendus le ou avant le neuf décembre, mil huit cent soixante-et-deux, dont une copie authentique lui sera produite par l'une des parties intéressées, ou par son procureur ou son agent.

Registre spécial pour les arrêts de la cour de circuit.

5. Le protonotaire de la cour supérieure, pour le dit district, ouvrira en outre un registre destiné à enregistrer tous certificats authentiques d'insinuations d'actes, et de clôtures d'inventaires qui lui seront produits par les parties intéressées ou pour l'une d'elles ou par leur procureur ou agent.

Registre pour les certificats d'insinuations.

6. Toute partie intéressée dans une cause dans laquelle un jugement aura été rendu dans la cour supérieure du dit district, ou dans la cour de circuit à Kamouraska, le ou avant le neuf décembre, mil huit cent soixante-et-deux, mais qui ne pourra produire une copie du jugement, pourra, sur requête au juge, soit pendant le terme ou hors du terme, après en avoir donné avis à la partie adverse, obtenir sur la preuve qui sera faite à la satisfaction de tel juge, soit par la production d'un bref d'exécution ou d'extraits de registres publics ou privés, par le serment de la partie adverse, le témoignage des procureurs qui ont représenté les parties, ou enfin par toute autre genre de preuves admissibles en pareil cas, constatant le montant du jugement, qu'un nouveau jugement soit entré dans les registres que devra tenir le protonotaire de la cour supérieure ou le greffier de la cour de circuit, en vertu des deux premières sections de cet acte ; ce jugement portera la date de jugement originaire si elle a été constatée, sinon il sera entré comme s'il avait été rendu le jour où le juge donnera ordre de faire cette entrée.

Dans le cas où il serait impossible de produire copie d'un jugement rendu.

Date du jugement ainsi prouvé.

7. Dans tous les cas où une procédure aura été incendiée en tout ou en partie, soit avant soit après jugement, et qu'il n'existera aucune copie du jugement, l'instruction sera recommencée, après avis à la partie adverse, à partir du point où les pièces se trouveront manquer, tant en minute qu'en copie authentique.

Pièces détruites par l'incendie.

8. Les entrées faites d'arrêts ou de jugements et de certificats et autres documents dans les registres tenus en vertu des clauses précédentes, seront considérées comme

Effet des entrées d'arrêts, etc.

minutes et auront le même effet que les originaux auraient eu, s'ils n'avaient pas été détruits.

Le shérif rendra compte de certains deniers.

9. Le shérif du district de Kamouraska, sur l'ordre qui en sera donné par la cour supérieure du dit district ou par la cour de circuit à Kamouraska ou par l'un des juges d'icelles cours, devra, lorsqu'il aura procédé à la vente de quelque immeuble dont le prix n'aura pas été payé, s'il n'a pas fait de rapport ou si son rapport a été détruit par le dit incendie, faire un nouveau rapport, sur lequel il sera procédé comme sur le rapport original.

Contestation de son compte.

10. Le rapport du shérif mentionné dans la clause précédente pourra être contesté par toute partie intéressée.

Devoirs du protonotaire, etc., quant aux comptes.

11. Le protonotaire de la cour supérieure du dit district, le greffier de la cour de circuit à Kamouraska, et le shérif du district de Kamouraska, seront tenus, sur l'ordre qui en sera donné par le juge de l'une des dites cours, sur la demande de l'une des parties intéressées, de rendre compte de toutes les sommes de deniers prélevés par eux ou déposés entre leurs mains pour être distribués, ou appartenant au fonds de bâtisse et de jurés et non encore payés par eux, et la distribution et le paiement des dits deniers seront ordonnés suivant les droits des parties intéressées après tel avis et formalité qui seront réglés par la cour dans laquelle telle distribution se fera.

Comptes contestés.

12. Il sera loisible à toute partie intéressée de contester, d'une manière sommaire, les comptes qui seront rendus en vertu de la section précédente, et de faire réformer les dits comptes, s'il y a lieu.

Procédures en vertu de cet acte.

13. La cour supérieure et la cour de circuit, ou le juge en vacance, régleront les procédés qui devront avoir lieu en vertu du présent acte, chaque fois que les règles de pratique des dites cours ne seront pas applicables.

Frais en vertu de cet acte.

Proviso.

14. La cour supérieure et la cour de circuit, ou le juge en vacance, pourront accorder des frais sur toutes les procédures faites en vertu du présent acte ; pourvu, toujours, que nulle partie ne sera condamnée aux frais de plus d'une seule poursuite ou procédure, lors même qu'elles auraient été recommencées en tout ou en partie.

Honoraires.

15. Le protonotaire de la cour supérieure et le greffier de la cour de circuit recevront dix centins par cent mots, pour tous les documents qu'ils entreront dans leurs registres en vertu de cet acte.

16. Le shérif du dit district devra, immédiatement après la passation de cet acte, préparer de nouvelles listes générales de grands et de petits jurés de la cour du banc de la reine, en matières criminelles, et de jurés spéciaux en matières civiles, conformément aux dispositions du chapitre quatre-vingt-quatre des Statuts refondus pour le Bas Canada, pour servir dans le dit district de Kamouraska aux lieu et place des listes de jurés détruites par le dit incendie.

Nouvelles listes de jurés.

17. Le gouverneur pourra, par ordre en conseil, ordonner que des copies des registres de baptêmes, mariages et sépultures, pour l'année mil huit cent soixante-et-un, dans les différentes paroisses du district de Kamouraska, soient faites pour être déposées au greffe de la cour supérieure du dit district, en remplacement des registres détruits par le dit incendie.

Copie des registres de baptêmes, etc.

18. Cet acte sera un acte public.

Acte public.

37 VICTORIA, CHAPITRE 15. (QUÉBEC.)

ACTE POUR REMÉDIER AUX PERTES CAUSÉES PAR L'INCENDIE DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 28 janvier, 1874.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*La section 29 de ce chapitre est refondue à l'article 2774 des S. R. P. Q. Le reste demeure en vigueur comme suit :*

1. Toute partie ou personne ou le procureur ou l'agent de toute partie ou personne intéressée dans une cause dans la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou dans la cour supérieure dans le district de Québec, ou dans la cour de circuit en la cité de Québec, dans laquelle cause un ordre aura été donné ou un jugement rendu, le ou avant le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-treize, pourra, si le registre original de tel ordre ou jugement a été perdu par l'incendie du palais de justice de la dite cité, demander l'enregistrement d'une copie authentique de tel ordre ou jugement, et sur production d'icelle à cette fin, le greffier de la dite cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou le protonotaire de la dite cour supérieure, ou le greffier de la dite cour de circuit, devra enregistrer toute telle copie authentique dans le registre de la cour dans laquelle l'ordre a été donné ou le jugement obtenu.

Si l'original d'un ordre ou jugement donné à la C. Appel, Sup. ou Cir. avant le 1^{er} fév. 1873, est détruit, une copie peut être enregistrée au registre de la cour.

Avis à cet effet.

Comment est signifié.

Si une copie ne peut être produite, mode d'y suppléer.

Date du Jugement.

Délai pour exécution.

Intervalle non compté dans les délais d'appel.

2. Avis de tel enregistrement sera donné sans délai par la partie ou la personne qui l'aura demandé, à la partie ou à la personne affectée par le jugement ou l'ordre ou à ses représentants légaux ; et dans le cas où il est impossible de faire la signification de l'avis en la manière ordinaire, un juge de la dite cour du banc de la reine, ou de la dite cour supérieure, dans le dit district, prescrira le mode de signification.

3. Toute partie ou personne intéressée dans une cause dans laquelle jugement aura été rendu ou un ordre donné dans la dite cour du banc de la reine, juridiction d'appel, ou dans la dite cour supérieure, ou dans la dite cour de circuit, le ou avant le dit premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-et-treize, qui ne pourra produire pour la faire enregistrer une copie du jugement rendu ou de l'ordre donné par l'une ou l'autre des dites cours, ainsi qu'il y est pourvu dans la section première, pourra, si le registre original de tel jugement ou ordre a été détruit ou perdu par le dit incendie, sur pétition adressée à un juge de la dite cour du banc de la reine, ou à un juge de la dite cour supérieure, après avoir donné avis à la partie adverse, en la manière ci-après requise pour les pétitions demandant la restauration des dossiers, et la preuve ayant été faite à la satisfaction du juge, soit par la déclaration écrite du juge qui a donné l'ordre ou d'un ou de plusieurs des juges de la cour qui a rendu le jugement (laquelle déclaration devra être faite par tel juge ou juges de la manière la plus complète qui lui ou leur sera possible), soit sur la production d'un bref d'exécution ou des extraits de registres publics ou privés, sur le serment de la partie adverse, le témoignage des procureurs qui ont représenté les parties, ou sur une preuve de toute autre nature, admissible en pareils cas, établissant le montant ou le but et l'effet du jugement ou ordre, obtenir l'enregistrement d'un jugement ou ordre dans le registre de la cour dans laquelle le jugement a été obtenu ou l'ordre donné.

Tel jugement ou ordre portera la date du jugement ou ordre original, si cette date a été constatée, et si elle ne l'a pas été, il portera la date du premier février, mil huit cent soixante-et-treize.

4. Les jugements ou ordres enregistrés en vertu des première ou troisième sections ne seront exécutoires que quinze jours après l'avis de l'enregistrement en vertu de la première section, ou après un même délai de la date de l'enregistrement en vertu de la troisième section.

2. La période de temps entre la date du dit incendie et l'enregistrement de tout tel jugement ou ordre ne sera pas comprise dans le délai pour en appeler.

3. Dans les causes dans lesquelles un bref d'appel n'aura pas été rapporté, par suite de la destruction du registre original des jugements et dans lesquelles le dossier n'aura pas été détruit, le délai pour faire le dit rapport sera prolongé jusqu'à vingt jours après l'enregistrement d'une copie du jugement dont appel est interjeté, dans le greffe de la cour où le dit dossier est déposé.

Délai prolongé pour faire rapport des brefs d'appel non faits.

5. Dans toute poursuite ou procédure *ex parte*, dans la dite cour supérieure ou dans la dite cour de circuit, dont le dossier aura été perdu ou détruit par le dit incendie, avant ou après jugement, le demandeur pourra intenter une nouvelle action pour la même cause.

Faculté de recommencer les procédures *ex parte* si le dossier est perdu.

6. Dans les causes *ex parte* dont le dossier aura été perdu ou détruit par le dit incendie, il n'y aura aucun droit d'appel du jugement, à moins que la cour du banc de la reine ne l'ait d'abord accordé, sur demande spéciale et sur la preuve fournie à la satisfaction de la dite cour que le jugement a été obtenu d'une manière irrégulière et contraire à la loi.

L'appel dans les causes *ex parte* est porté sur permis du juge.

Avis de l'intention d'appeler devra être donné dans les quinze jours qui suivront la signification de l'avis de l'enregistrement du jugement, et la demande pour obtenir la permission d'appeler sera présentée au terme qui suit l'expiration des dits quinze jours. L'exécution du jugement sera suspendue en produisant au bureau du proto-notaire avis de l'appel, avec un certificat du service d'icelui, et en donnant cautionnement en appel.

Avis et délai d'appel.

Exécution comment suspendue.

2. Si l'appel est accordé, la cour ordonnera que le dossier soit restauré, ce qui sera fait en la manière ci-après désignée. Le défendeur devra faire émaner et signifier son bref d'appel dans les huit jours qui suivront la date du jugement déclarant que le dossier est restauré, autrement il perdra son droit d'appel et sera condamné, sur pétition adressée à un juge de la cour supérieure, à payer au demandeur tous les frais occasionnés par son appel, y compris ceux de la restauration du dossier.

Si l'appel est accordé, le dossier doit être restauré.

Signification du bref d'appel.

Déchéance avec dépens.

3. Le demandeur, dans toute telle cause *ex parte*, sur paiement des frais, pourra, en tout temps, abandonner le jugement dont il aura fait faire l'enregistrement en vertu des première et troisième sections, et instituer une nouvelle action pour la même cause.

Le dem. peut renoncer au jug. enregistré et recommencer l'action.

4. Si le juge de la cour supérieure, devant lequel les procédures pour la restauration du dossier ont été prises, décide qu'il ne peut être restauré, le jugement sera final et l'appel du défendeur renvoyé avec dépens, à moins qu'il n'apparaisse que la non-restauration du dossier est due à la faute du demandeur, dans lequel cas le jugement sera annulé.

Si le dossier ne peut être rest. l'appel est renvoyé; cas où il y a faute du demandeur.

Les causes
pendantes en
C. S. et C. peu-
vent être re-
com. sur per-
mis du juge.

Exception.

Avis de la pé-
tition.

Restauration
à lieu, de con-
sentement ou
par ordre du
juge, en C. S.
et C.

Le consente-
ment doit être
par écrit.

L'ordre de
restauration
peut être
donné sur
demande.

Dossier des
causes jugées,
inscrites pour
révision, ou
portées en ap-
pel, peut être
rest.

7. Dans toute cause ou procédure pendante dans la dite cour supérieure ou dans la dite cour de circuit, dont le dossier aura été perdu ou détruit dans le dit incendie, un juge de la cour supérieure pourra, sur pétition de l'une des dites parties en icelles ou de leurs représentants légaux, après avis donné à toutes les autres parties, ou à leurs procureurs *ad litem*, permettre à telle partie de recommencer telle cause ou procédure ou de prendre une action pour le même objet que celui exposé dans la cause ou la procédure du dit pétitionnaire ; mais telle permission ne sera pas accordée si quelque autre partie dans la cause montre à la satisfaction du juge qu'elle subira un tort réel et manifeste par l'institution de telle action, et qu'il est possible de restaurer le dit dossier comme il est pourvu ci-après, de manière à le faire en substance ce qu'il était avant l'incendie. L'avis de telle pétition pourra être donné en la manière et forme ci-après prescrites pour l'avis d'une pétition pour la restauration d'un dossier.

8. Le dossier ou toute partie du dossier, dans une cause de la cour supérieure ou de la cour de circuit, qui aura été détruit par le dit incendie, pourra être restauré lorsqu'il sera possible de le faire, soit du consentement des parties, soit sur l'ordre du juge.

9. Nul dossier ne sera considéré ni accepté comme restauré de consentement, à moins que les parties ou leurs procureurs ne déclarent par écrit qu'ils consentent à ce que le dossier ainsi refait, serve et ait le même effet que le dossier original ; après quoi le juge déclarera le dossier être dûment restauré, et les procédures ultérieures dans la cause se feront en la manière ordinaire.

10. Un ordre pour le renouvellement d'un dossier ou de partie d'icelui, dans toute cause contestée ou procédure pendante à la date du dit incendie, sera donné par un juge, sur demande par pétition de toute partie au dossier (ce dont avis régulier sera donné aux autres parties), démontrant, à la satisfaction du juge, que le renouvellement est possible et nécessaire pour assurer au pétitionnaire des droits acquis qui ne sauraient être invoqués ou établis autrement.

11. Dans les causes où un jugement final a été rendu, y compris les causes inscrites pour révision ou celles dans lesquelles appel a été interjeté devant la cour du banc de la reine, le dossier ou partie d'icelui pourra être restauré de consentement en la manière prescrite par la neuvième section, ou bien le renouvellement pourra en être ordonné par le juge en la manière voulue par la dixième section.

Si le juge décide que le dossier ou la substance d'icelui ne peut être restaurée, et que l'impossibilité d'un tel renouvellement n'est pas attribuable à la faute ou à la négligence de la partie qui a obtenu jugement, le dit jugement aura la force et l'effet de chose jugée. S'il déclare que le dossier ne peut être restauré par la faute ou la négligence de la dite partie, le jugement sera annulé.

Quand le jugement a force de chose jugée ou est annulé.

12. Toute partie qui a inscrit en révision ou qui a appelé ou, qui doit appeler d'un jugement rendu avant l'incendie, dans une cause dont le dossier a été perdu ou détruit, sera tenue de commencer ses procédures, pour restaurer le dossier, dans les six mois qui suivront la date de l'avis de l'enregistrement du jugement en vertu des deuxième et troisième sections ; à défaut de quoi, elle perdra son droit d'appel ou de révision.

Délai de la demande de restauration, pour cons. le droit d'appel ou de révision.

13. Les procédures pour restaurer un dossier, seront les suivantes :

Procédures de restauration.

1. Le juge qui a rendu le jugement original, devra seul prendre connaissance de la pétition et des procédures qui s'y rapportent, et dans le cas de mort, de maladie ou d'absence du dit juge, la pétition sera présentée à et les procédures subséquentes se feront devant un autre juge de la cour de la juridiction originale. La promotion du juge à une autre cour ne sera pas une raison de disqualification. S'il y a eu procès par jurés dans la cause, la pétition sera présentée au juge qui a présidé au procès et sera jugée par lui, ou dans le cas de mort, de maladie ou d'absence du dit juge, par un des juges qui ont rendu jugement sur le verdict ;

Quel juge prendra connaissance des procédures.

2. Le juge pourra prescrire les délais dans lesquels les dossiers devront être restaurés, ou dans lesquels les procédures incidentes de cette restauration devront être faites, et il pourra prolonger ces délais ou forclorre toute partie qui n'aura pas procédé avec la diligence convenable. Il pourra aussi, pour l'examen des parties ou de leurs procureurs ou de leurs témoins ou la production de copies de documents appartenant au dossier perdu, donner les ordres qui contribueront plus à assurer les droits et à protéger les intérêts de toutes les parties intéressées, et à donner suite au jugement prescrivant la restauration du dossier ;

Le juge détermine les délais.

3. Toute déposition perdue ou détruite par l'incendie pourra être remplacée soit par une copie écrite ou imprimée, copie dont l'exactitude sera admise ou démontrée à la satisfaction du juge, soit en réassignant les témoins examinés ;

Déposition perdue comment remplacée.

- Notification des parties intéressées.** 4. La pétition par laquelle des procédures doivent être instituées en vertu du présent acte, sera signifiée à toutes les parties dans la poursuite ou la procédure originale, ou à leurs procureurs *ad litem*, et ils auront les mêmes délais sur icelles que ceux qui sont accordés pour les brefs de sommation émanés de la cour de circuit. Lorsque la pétition ne pourra être signifiée en la manière ordinaire, le juge donnera, au sujet de la dite pétition, tel ordre qui lui paraîtra juste et convenable ;
- Délai pour répondre.** 5. Si une des parties est décédée ou a changé d'état civil, la pétition sera présentée par le représentant de la dite partie ou par la personne qui aura droit de reprendre l'instance, ou leur sera signifiée ;
- Décès d'une des parties.** 6. Les procédures faites et prises dans la cour d'appel ou dans la cour de révision pourront être restaurées sur pétition en la manière et forme qui pourront être prescrites par un juge de ces cours respectivement.
- Rest. en révision ou appel, comment faite.**
- Procédures ultérieures suivant les règles ordinaires.** 14. Si le jugement déclare que le dossier a été complètement restauré ou que la substance en a été rétablie, toute procédure ultérieure relative au dit dossier sera faite d'après les règles ordinaires.
- Si le dossier reste est incomplet.** 15. Si le jugement déclare que le dossier n'a pas été renouvelé en entier ou en substance, il sera fait mention de ce en quoi le nouveau dossier diffère de l'ancien et si l'on peut taxer quelqu'une des parties de négligence.
- Il y a appel du jugement sur pétition pour rest.** 16. Le droit d'appel existera en la manière ordinaire, de tout jugement final, sur la demande de restaurer un dossier ou de permettre d'instituer une nouvelle action pour la même cause.
- Le perdant paie les frais.** 17. La partie perdante paiera tous les frais occasionnés par l'incendie, en sus de ceux de la poursuite ou procédure originale, et les frais seront taxés sur une preuve secondaire ou autre, à la satisfaction du protonotaire.
- Honoraires des proc. sont de moitié.** 2. Les honoraires des procureurs dans les procédures pour restaurer un dossier seront la moitié de ceux accordés dans l'action ou la procédure jusqu'au degré où le renouvellement est effectué.
- Exemption de taxes, honoraires, timbres.** 18. Il ne sera imposé aucune taxe ou honoraire d'office et il ne sera pas nécessaire d'apposer des timbres sur aucune pièce d'une action renouvelée ou sur une pétition demandant la permission de renouveler la dite action, ni sur une procédure prise pour refaire un dossier perdu, ou pour ou sur une copie de bureau d'un document destiné à remplacer un document déjà produit et détruit ; pourvu que le protonotaire ou le greffier ait donné un.

ordre à cet effet, ordre qu'il sera tenu de donner sur production d'un affidavit de la partie ou de son procureur concernant la perte du dossier et le degré de la procédure, lors de l'incendie, ou concernant la perte du document que l'on désire remplacer.

2. Une brève mention de l'exemption de tels honoraires, Mention requise. taxe et timbres judiciaires doit être faite sur le document auquel l'ordre s'applique, comme ayant été préparé en vertu du présent acte, et elle sera signée par le greffier ou le protonotaire qui l'aura accordée.

19. La période de temps comprise entre le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-et-treize et le premier jour de septembre mil huit cent soixante-quatorze, en autant qu'il s'agit de procédures et d'affaires devant la cour du banc de la reine, la cour supérieure et la cour de circuit dans le district de Québec, qui se rapportent aux dossiers partiellement ou totalement détruits par le dit incendie, est excluse de l'opération des articles 1040, 1550, 1998, 1999, 2242, 2243, 2250, 2251, 2252, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2267 et 2268 du code civil du Bas Canada et des articles 454, 483, 506, 947, 1118 et 1119 du code de procédure civile; et relativement aux dits articles du code civil et du code de procédure civile, le premier jour de septembre prochain sera considéré comme le jour venant immédiatement après le premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-et-treize. Intervalle non compris dans la computation de certains délais légaux, prescrits par code c. et de procédure.

20. Le fait qu'une action ou procédure dans laquelle le dossier a été perdu ou détruit par l'incendie, était pendante lors du dit incendie, ne sera pas invoqué à l'encontre d'une nouvelle action ou procédure pour la même cause, instituée en vertu des dispositions du présent acte. Action pendante lors de l'incendie n'empêche pas le renouvellement de l'action.

21. Toute nouvelle poursuite ou procédure en vertu du présent acte, sera considérée comme une continuation de la première cause ou procédure, de manière à suspendre ou interrompre toutes prescriptions et limitations; et aussi relativement à la règle que toute action, poursuite, cause ou procédure doit être décidée suivant les droits relatifs des parties existant à l'époque où telle action, poursuite, cause ou procédure a été instituée ou autrement commencée, et aussi conformément à la teneur de l'article quatre-vingt-quatre du code de procédure civile dans les causes *ex parte*, dans lesquelles la signification du bref original de sommation a été faite au défendeur en personne. Nouvelle procédure continue à interrompre les prescriptions, etc.

22. Dans toutes les causes dans lesquelles il y a eu appel à Sa Majesté en son conseil privé, une copie dûment Copie de dossier d'une cause portée

au conseil privé de S. M. vaut l'original détruit.

certifiée du dossier ou de partie d'icelui, imprimée conformément à la pratique en ces sortes d'appel, pourra être produite au bureau du greffier de la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, sur demande adressée à un juge de cette cour, par une partie ou une personne intéressée dans la dite cause, et la copie ainsi produite aura le même effet qu'aurait eu le dossier original s'il n'avait pas été perdu ou détruit.

Copie d'un dossier déjà délivrée pour appel ou conseil privé, vaudra.

23. Dans toutes les causes dans lesquelles, en tout temps, avant le dit premier jour de février de l'année mil huit cent soixante-et-treize, le greffier de la cour du banc de la reine, juridiction d'appel, aura délivré à la partie appelant en icelle, à Sa Majesté, en son conseil privé, une copie du dossier et des procédures jusqu'au jugement inclusivement qui accorde l'appel à Sa Majesté, nonobstant le fait que le dossier original et toutes les procédures faites à la suite de l'octroi du dit appel ont été détruits par le dit incendie, la dite copie ou une copie imprimée d'icelle sera certifiée, et, à toutes fins et intentions, servira et sera tenue et considérée comme copie du dossier et des procédures que la loi exige de transmettre dans un appel au conseil privé, pourvu qu'elle soit accompagnée d'un certificat du juge ou du greffier attestant qu'un cautionnement avait dûment été donné avant l'incendie.

Proviso.

Mémoire de frais comment fait si le dossier est perdu.

24. Lorsque, à raison de la destruction du dossier, on ne pourra se procurer un mémoire de frais conforme au dit dossier, le greffier de la cour d'appel, le protonotaire de la cour supérieure, ou le greffier de la cour de circuit, admettra une preuve secondaire des procédures faites dans cette cause et taxera les frais d'après cette preuve.

Le shérif fera un nouveau rapport d'un bref d'exécution.

25. Il sera du devoir de tout shérif, lorsqu'il en sera requis par un ordre d'un juge, de faire un nouveau rapport d'un bref d'exécution à lui adressé et dont le rapport original a été détruit par le dit incendie, sur lequel nouveau rapport les mêmes procédures que celles qui auraient pu être prises sur le rapport original pourront être adoptées.

Copie d'un registre de baptêmes, mariages et décès pour 1872, sera déposée sur demande.

Valeur des extraits de cette copie.

26. Tout membre du clergé ayant la garde légale d'un registre de baptêmes, de mariages et de décès pour l'année mil huit cent soixante-et-douze, devra, s'il en est requis par le protonotaire, déposer au bureau de ce dernier une copie certifiée du dit registre, et tout extrait d'icelui fait par le protonotaire, fera preuve de la même manière que s'il était fait d'un registre en double, à moins qu'il ne soit contesté par un affidavit attestant que l'original est différent.

27. Les bureaux des différents officiers de justice qui ont été tenus en divers endroits depuis la date du dit incendie, sont par le présent déclarés y avoir été tenus légalement, et tous les actes et devoirs faits et accomplis dans iceux sont aussi valides que s'ils avaient été faits et accomplis dans le palais de justice du dit district.

Actes des officiers de Justice faits à différents endroits déclarés valides.

28. Dans tous les cas non prévus et auxquels il n'est pas pourvu par cet acte, le juge, sur une requête sommaire présentée par une partie intéressée et sur preuve satisfaisante, pourra donner tel ordre ou accorder telle aide qu'il jugera opportun et suivant que la nature de la cause le requerra.

Cas non prévus.

* * * * *

30. Les dispositions précédentes, en autant qu'elles pourront s'appliquer, s'étendront à et régiront toutes les causes pendantes, devant la cour de circuit ou la cour de magistrats dans et pour le comté de Missisquoi, le vingt-quatre mai mil huit cent soixante-treize, ou dans lesquelles à cette date et auparavant, jugement aura été rendu dans l'une ou l'autre des dites cours ; et dans lesquelles les dossiers auront été totalement ou partiellement détruits par l'incendie.

Application de cet acte à la cour de circuit et de magistrats, dans le comté de Missisquoi.

31. La section dix de l'acte d'interprétation de Québec, ne s'appliquera pas au présent acte, en autant qu'elle se rapporte à l'incompatibilité des dispositions du code civil ou du code de procédure civile avec celles du présent acte.

La sect. 10 de l'acte d'interprétation ne s'applique pas à cet acte.

32. Le présent acte entrera en vigueur le jour qu'il sera sanctionné.

Entrée en vigueur de cet acte.

NOTE.—Les actes suivants concernant la cour de recorder dans les endroits ci-dessous mentionnés, n'étant que d'intérêt local, ne sont pas reproduits dans ce volume ; mais y sont mentionnés pour le besoin des parties intéressées comme suit, savoir :

COUR DE RECORDER À MONTRÉAL.

37 V., c. 51, ss. 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135,
136, 138, 140, 142, 144, 145, 146, 147,
149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156,
158, 160, 161, 162, 163, 164, 165 et
166.

42-43 V., c. 53, ss. 8, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42.

43-44 V., c. 61, s. 9.

48 V., c. 67, s. 12.

COUR DE RECORDER À QUÉBEC.

- 24 V., c. 26, ss. 1 à 28 et ss. 30, 31, 33.
27 V., c. 21, ss. 1 à 5 et s. 8.
29 V., c. 57, ss. 20, 23, 29, 31, 32, 36, 38 et 39.
29-30 V., c. 57, ss. 7, 8, 9, 36, 45, 50, 51, 53 à 64.
31 V., c. 33, s. 19.
33 V., c. 46, ss. 24, 25 et 29.
34 V., c. 11.—En entier.
34 V., c. 35, s. 19.
36 V., c. 55, s. 3.
37 V., c. 50, s. 8.
41-42 V., c. 14, s. 2.
44-45 V., c. 15, s. 12.
45 V., c. 27.—En entier.
50 V., c. 57, s. 23.

COUR DE RECORDER À HULL.

- 38 V., c. 77, ss. 156 à 236.
40 V., c. 27, s. 4.
42-43 V., c. 56, ss. 10, 11 et 12.

COUR DE RECORDER À HOCHELAGA.

- 46 V., c. 84, ss. 53 à 134.

COUR DE RECORDER À ST-HYACINTHE.

- 51-52 V., c. 83, ss. 155 à 198.
-